Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

Nouvelles de France. Deutsche Ausgabe. 1947-1948
1947

390 (5.1.1947)

Visual Library

SONNTAG MONTAG 5./6. JANUAR 1947
3. Jahrgang Nr 390
30 Pfennig

DEUTSCHE AUSGABE

Nouvelles de France

NACHRICHTENBLATT

DIREKTION REDAKTION ADMINISTRATION
Marktstätte 4
KONSTANZ
ANZEIGEN:
Agence Havas
Marktstätte 4
KONSTANZ
und
Nebenstellen

Frankreich und das Menschenrecht

Ein Originalartikel von
Edouard HERRIOT

Das ist die Zeit der Wünsche. Wie würde ein spleenigier Pazifist, der ich bin, deren heißeste nicht dem guten Einverständnis zwischen den Menschen, für die Verwirklichung der großen Hoffnung reservieren, die Beethoven in seiner D-dur-Messe und in seiner 9. Symphonie ausgedrückt hat? Ich lese, daß der Präsident Truman diesen Gedanken in seiner kursen Weihnachtsansprache so formuliert hat: „Wir sind gut gestartet. Die Fortschritte, die wir erlangt haben, erlauben uns zu hoffen, daß wir im Laufe des Jahres, das soeben begonnen, unser Ziel erreichen." Und er hat uns gebeten, unsern Glauben und einen unbezwingbaren Mut zu bewahren, damit die Aufgabe, deren Lösung die Vereinigten Nationen übernommen haben, zu gutem Ende geführt werden. „Wir müssen uns daran erinnern, daß die Welt nicht in einem Tag geschaffen worden ist", hat er hinzugefügt. „Mit Vertrauen und Mut müssen wir kämpfen, um dem Augenblick nahezukommen, wo das Schwert durch die Pflugschar ersetzt wird und die Nationen nicht mehr wissen, was Krieg ist." Sollte es denn für die Menschen schwieriger sein, in Frieden zu leben, als gemeinsam auf dem Schlachtfeld zu sterben?

Auch der König von England fordert uns auf, trotz der Verwüstung und der Leiden so vieler Länder Vertrauen zu bewahren. Er ruft uns ins Gedächtnis zurück, daß das kaum beginnende Wiederaufbauwerk genau so gut geistiger wie materieller Ordnung ist, daß nicht nur die hungernde Bevölkerung zu ernähren ist und ihre zerstörten Städte wieder aufzubauen sind, sondern daß ebenso die Seele unserer Kultur wiederhergestellt werden muß.

* * *

Wir haben mit Andacht diese schönen Worte gehört. Wir geben uns keinen falschen Vorstellungen hin. Überall sind Ruinen und Schmerz. Für uns Franzosen dauert der Krieg noch an. In einer Gegend Asiens, wo wir ein Régime loyaler Zusammenarbeit errichten möchten, widerstehen uns bei der Einführung eines liberalen Statuts Bewegungen, die die offensichtliche Folge der japanischen Besetzung sind. Jeden Tag fallen französische Soldaten und Zivilisten, die in der Schlacht getötet oder in ihren Wohnungen ermordet werden. Und ich sehe, daß mein Freund Bennoch, als er zu den Tschechen sprach, eine reichlich pessimistische Rede über das Wiederaufleben der deutschen Gefahr hält; er fordert seine Landsleute auf, zu ihrer Verteidigung bereit zu sein.

Es bleiben nicht nur die Ruinen, die noch nicht repariert sind, sondern die Gefahr selbst ist noch nicht vorüber. Zur Stunde, wo die ganze Welt den Abschluß des Friedensvertrages mit Deutschland erwartet, vermag man noch nicht zu wissen, ob dieses Land, wenn Bennoch es auffordert, entschlossen ist, sich zu einer sittlichen Wiedergeburt zu erheben, ob es bereit ist, mit seiner bisherigen Politik Schluß zu machen, ob es seine Läuterung durchführen will. Hiervon hängt alles ab. Wir möchten diese Frage zugleich mit Menschlichkeit und mit Wahrsamkeit lösen. Wenn man sich daran erinnert, welch schreckliche Martern so vielen unschuldigen Menschen zugefügt worden sind (und jeder Tag bringt uns neue Tatsachen), so kann man die Alliierten keiner zu großen Härte anklagen. Der Minister John Hynd, der mit der Verwaltung der britischen Zone in Deutschland betraut ist, ist vor allem damit beschäftigt, gegen die Armut zu kämpfen, den Lebensstandard zu heben und die Friedensindustrie wiederherzustellen, indem er gleichzeitig versucht, dem Volk das demokratische Ideal zu geben. Er denkt an das Schicksal der zerstörten deutschen Städte, wo es doch in Frankreich und Großbritannien so manche zerstörte Ortschaften gibt.

(Fortsetzung Seite 3)

L'entreprise de baisse des prix EST EN BONNE VOIE

AU quatrième jour de l'expérience tentée par M. Léon Blum, il est incontestable que le mouvement de baisse des prix s'étend, gagnant même le commerce d'alimentation, plus que tout autre enclin à la réserve, en province comme à Paris.

Il est certain que, dans ce secteur particulièrement exposé à l'attention du public, les mesures gouvernementales avaient tout d'abord, peut-être à cause de leur ampleur même, semblé accentuer l'incertitude si le « flottement » généralement observé.

Mais les précisions qui viennent d'être apportées aux intentions du gouvernement ne peuvent manquer de contribuer puissamment à substituer à un scepticisme qui oblique malaisément, la confiance indispensable au succès de l'œuvre entreprise.

A cet égard, on ne saurait trop insister sur l'importance de la réunion des préfets, à l'hôtel Matignon. Des instructions très nettes y ont été données pour assurer aux décisions prises une exécution parfaitement coordonnée dans l'ensemble du pays. M. Léon Blum a recommandé aux préfets une action immédiate et énergique sur les prix, cette opération devant faire cesser la rétention des stocks.

L'intervention vigoureuse des services publics doit trouver partout le concours des grandes organisations syndicales, dont le gouvernement a lui-même bénéficié.

D'autre part, une conférence interministérielle a étudié la mise au point des dispositions générales du décret du 2 janvier et notamment l'application de la réduction de 5 % aux prix agricoles.

A Paris, la diminution du prix du pain aura certainement le meilleur effet sur l'état d'esprit d'une population qui attache à un tel événement la valeur d'un symbole. Il n'est pas jusqu'à la baisse du prix du tabac qui ne soit, elle aussi, favorable au « choc psychologique » dont parlait le chef du gouvernement dans sa déclaration ministérielle.

Assurée de l'appui des organisations patronales, ouvrières et agricoles, encore renouvelé vendredi par la C.G.T. et par la C.F.T.C., l'entreprise du gouvernement paraît en bonne voie. Son succès serait certain si elle pouvait s'accompagner d'un progrès sensible de la production industrielle, mais on sait que dans ce domaine, tout est subordonné à la solution d'un problème « d'une gravité vitale » qui est celui des fournitures de charbon en provenance de l'étranger et notamment de la Rhur. On peut se demander à ce sujet si le séjour de M. Jules Moch à Londres, qui excède les strictes délais nécessaires à la signature d'un accord de liquidation des dettes de guerre, n'a pas un plus vaste objet.

Quoi qu'il en soit, les résultats obtenus en moins de trois semaines par le cabinet Léon Blum ont confirmé, aux yeux de nombreux observateurs, les avantages d'une direction gouvernementale ferme et bien que les réactions soient rares sur le plan parlementaire, en raison des vacances, l'adhésion des partis à l'œuvre entreprise fait penser que le chef du futur président de la République pourra plus sûrement s'orienter lorsque dans trois semaines, il aura à désigner le président du conseil capable de réunir sur son programme une large et stable majorité.

UN HYDRAVION de l'expédition Byrd EST PORTE DISPARU

WASHINGTON. — Le département de la Marine annonce qu'un hydravion attaché à l'expédition de l'amiral Byrd a disparu au cours d'un vol dans l'antarctique.

L'appareil, qui transportait 8 personnes, s'était envolé le 30 décembre du navire ravitailleur d'hydravions « Pine Island » pour un vol d'exploration, ayant suffisamment de carburant pour 11 heures supplémentaires de vol.

Il devait être de retour le même jour à 15 h. 45.

L'expédition est sans nouvelles de l'appareil depuis dimanche dernier, 7 heures du matin.

Le communiqué de la marine dit qu'au cours de vols antérieurs on avait reconnu des espaces marins libres de glace dans le secteur où l'on suppose que l'appareil a disparu. Ceci laisse espérer que l'hydravion ait pu amerrir sans incidents.

Les recherches et les opérations de secours sont entravées par des conditions météorologiques défavorables.

LE REGLEMENT DU PRET-BAIL source de tension entre l'U.R.S.S. ET LES ETATS-UNIS ?

La dette russe se monte à 11 milliards de dollars

MOSCOU. — L'ambassadeur des Etats-Unis en U.R.S.S., le général Beadle-Smith, a été reçu vendredi au Kremlin par M. Molotov.

La nouvelle de cet entretien du représentant américain avec les dirigeants soviétiques est mise en rapport avec l'annonce, faite à Washington, de l'envoi au général Beadle-Smith d'instructions précises soulignant la nécessité d'adopter une attitude très ferme à l'égard de l'U.R.S.S. dans les négociations concernant le règlement du prêt-bail.

Le compte de la Russie se montre en effet au total de 11 milliards de dollars. Le gouvernement de Washington a déjà tenté deux fois, sans succès, d'entreprendre des pourparlers avec les dirigeants soviétiques.

Certains observateurs donnent à entendre que la « mauvaise volonté » de la Russie tient au fait que le Kremlin estime que la dette du prêt-bail devrait être remise entièrement.

LES PIECES D'ARGENT sont retirées de la circulation en Angleterre

LONDRES. — La Banque d'Angleterre a mis vendredi en circulation la monnaie de cupro-nickel qui remplacera les pièces d'argent qui avaient cours jusqu'à présent.

Ces dernières seront fondues pour payer les 327 millions d'onces d'argent sur 65 millions de livres sterling que la Grande-Bretagne doit aux Etats-Unis, au titre du prêt-bail.

IL Y AURA-T-IL UN PLEBISCITE EN ESPAGNE?

PARIS. — Après l'annonce des négociations britanniques en vue de constituer en Espagne un gouvernement de coalition, voici qu'une autre rumeur révèle l'action des pays d'Amérique latine auprès de France en vue de l'amener à décréter un plébiscite sur le régime phalangiste.

L'ambassadeur d'Espagne à Buenos-Ayres a rendu visite vendredi à M. Bramuglia, ministre des Affaires étrangères d'Argentine, mais celui-ci s'est refusé à confirmer ou démentir quoi que ce fût.

Il n'en a pas été de même d'une haute personnalité latino-américaine de Paris, qui a déclaré :

« Le fait est exact. Cette action qui est la suite de la proposition dont Cuba a saisi la commission politique de la dernière conférence de l'O.N.U., se poursuit par des démarches effectuées par les représentants diplomatiques de certains pays latino-américains, directement auprès de France et de son gouvernement.

« ... Je sais que si France semble faire preuve de quelque compréhension, il n'en est malheureusement pas de même de la camarilla qui l'entoure et qui se montre d'une intransigeance absolue.

« ... Bien que, personnellement, je sois assez sceptique quant au résultat de l'action entreprise, il n'en est pas moins vrai que celle-ci constitue un jalon particulièrement intéressant dans la solution du problème espagnol. »

"AVANT TOUTE NEGOCIATION IL FAUT AVOIR UNE DECISION MILITAIRE"

affirme M. Marius Moutet avant de regagner Saïgon

On mande d'Hanoï : M. Marius Moutet a passé 24 heures à Hanoï, durant lesquelles il n'a cessé de parcourir la ville, tenant à tout voir personnellement, sans souci du danger qu'il y avait à circuler dans des rues prises en enfilade par les francs-tireurs vietnamiens.

Le ministre a pu contempler les 500 Vietnamiens incrustés à la prison centrale, ainsi que les photographies de cadavres mutilés de Français exécutés par les rebelles.

Hanoï offre un spectacle navrant avec ses rues dévastées et ses magasins chinois pillés. Partout subsistent des fortifications bâties longtemps à l'avance par les Vietnamiens, et des meubles éventrés parsèment la chaussée.

Dans l'Institut Pasteur aux murs noircis et effondrés tous les instruments et les laboratoires ont été minutieusement détruits au marteau sous les coups d'une fureur aussi atroce qu'imbécile qui réduisait à néant des années de recherches scientifiques dont les Vietnamiens avaient été les premiers à bénéficier.

On ne rencontre pas de femmes dans les rues, où tous les hommes armés de mitraillettes ou de fusils portent le brassard G. D. H. (groupe de défense de Hanoï), car ils aident les militaires, trop peu nombreux, à défendre la ville.

M. MOUTET REGAGNE SAIGON

M. Moutet a eu de longs entretiens avec M. Sainteny, commissaire de la République, qui avait tenu, malgré ses blessures récentes, à donner au ministre tous les détails sur la trahison vietnamienne qu'il avait été à même de constater personnellement.

Avant de repartir pour Saïgon, M. Moutet a déclaré à des civils réunis pour l'entendre :

« Actuellement le souci de garantir la sécurité de nos nationaux et de nos soldats, passe avant toute autre préoccupation. »

SUITE en 4

LES U.S.A. RECLAMERONT-ILS un mandat sur les îles du Pacifique?

WASHINGTON. — Le comité des affaires navales à la chambre des représentants des Etats-Unis, a recommandé que les pleins pouvoirs soient donnés aux Américains pour certaines îles du Pacifique tenues sous mandat par d'autres membres des Nations Unies.

Ces îles sont considérées par les milieux de la marine américaine comme étant les annexes de la chaîne de sécurité des Etats-Unis.

Le comité des affaires navales a également déclaré que les Etats-Unis devraient avoir au moins un contrôle de priorité sur les îles anciennement sous mandat japonais, telles que les îles Marshall, Mariannes, Carolines, etc.

Cette recommandation du comité des affaires navales entre dans le cadre d'un vaste programme qui consisterait à doter la marine américaine de tout un chapelet de bases navales sur les mers du globe.

Les milieux américains ont, à plusieurs reprises, depuis la fin de la guerre et même pendant que les hostilités duraient encore, laissé voir l'intérêt qu'ils portaient au problème des bases. Ils se sont même livrés à des sondages discrets. Mais la question n'avait encore jamais été posée officiellement dans les milieux internationaux. Elle le serait bientôt, estime-t-on dans les milieux informés de Londres.

A l'encontre d'autres pays européens, l'Angleterre ne s'y opposerait pas, moyennant, bien entendu, un arrangement qui rendrait les Etats-Unis solidaires de l'empire britannique dans la défense de certains points névralgiques du globe, comme le Moyen-Orient.

Terrorisme en Pologne

23 membres des commissions électorales assassinés

VARSOVIE. — Le porte-parole du gouvernement polonais a fait savoir que 23 membres de commissions électorales locales ont été assassinés entre le 28 novembre et le 27 décembre. En outre, 8 présidents ou vice-présidents ont été enlevés et auraient été également tués en décembre.

M. JULES MOCH reçu par M. Attlee

LONDRES. — M. Jules Moch, ministre français des Travaux publics, des Transports et de la Reconstruction, a été reçu vendredi après-midi par M. Attlee, premier ministre de Grande-Bretagne.

L'entretien a été particulièrement cordial, mais aucune information n'a transpiré sur la nature des propos échangés.

A BADEN-BADEN

(ci-dessus)
General Koenig, angeben von M. Laffon, Administrateur Général (links) und General Sevez, Kommandant der Besatzungstruppen (rechts), empfängt die Glückwünsche Major Cocks, Leiter der amerikanischen Verbindungsstelle und Dean der alliierten Verbindungsstellen.

(links)
General Koenig beantwortet die Glückwünsche der Stadt Baden-Baden.

*

(Lesen Sie hierzu unseren Artikel S. 3)

LE GENERAL KŒNIG A REÇU LES VŒUX DU CORPS DIPLOMATIQUE

Deutsche Inhaltsübersicht

Seite 1:
Edouard Herriot: Frankreich und das Menschenrecht (Schluss Seite 2)

Seite 2:
Frankreichs Presse schreibt
Wochenrückblick (28. Dezember bis 4. Januar)
Nachrichten aus dem Ausland

Seite 3:
Nachrichten aus Deutschland
Wirtschaftsmeldungen:
Amerikanische Finanzkreise interessieren sich für Genua
Französische Radiostunde
Programme
Das Ausland schreibt

Seite 4:
Aus dem alten Paris: Das Palais Royal.
Mein Markt.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

Frankreichs Presse schreibt:

DIE NÄCHSTE REGIERUNG

Nach den durch Léon Blums Versuche und Experimente hervorgerufenen Stockungen beschäftigen die meisten Parteiblätter der französischen Hauptstadt nunmehr erneut das Problem der Gestaltung der nächsten Regierung. Diese erneute Behandlung eines an sich alten Themas geschieht meistens um zu vermeiden, daß gewisse Kreise, die es besonders eilig haben, zu der Ansicht kommen, die jetzige Lösung könne als endgültig betrachtet werden. Robert Verdier durchschaut diese Taktik und warnt die Leser der Zeitung Léon Blums „Le Populaire":

„Niemand kann voraussehen, was sich nach neuen Enttäuschungen ereignen würde. Daher ist den totalen Erfolg zu wünschen, genau so gefährlich, wie ihn zu fürchten. Niemand weiß, ob er die Früchte einer neuen Enttäuschung oder einer neuen Wut ernten wird, oder ob er unter deren Folgen leiden wird."

DIE GROSSE MASSE DER GUTEN FRANZOSEN

In der kommunistischen Tageszeitung „Humanité" gibt Georges Cogniot eine Antwort auf den gestrigen Leitartikel der „Epoque". Cogniot beschuldigt sämtliche Reaktionäre der Presse und des Rundfunks, die selbe Haltung zu haben:

„Ihre Bemühungen sind jedoch zwecklos. Diese bestochenen Personen vergeuden ihre Zeit, wenn sie versuchen, uns zu überzeugen, daß eine Minderheitsregierung in der Lage sei, derartige Mengen wichtiger Probleme zu lösen. Diese Leute verraten nur den typischen Geist der Reaktion, wonach keine Lösung für die wichtigsten Fragen der Nation gefunden werden soll.

Glücklicherweise gibt es noch die Masse der guten Franzosen. Diese Leute denken zunächst an die Interessen ihrer Heimat; sie werden aus Vaterlandsliebe verlangen, daß eine demokratische Regierung, die alle Kräfte der Nation zusammenfaßt, ins Leben gerufen wird."

DAS UNVERMEIDLICHE

Francisque Gay schreibt seinerseits in der „Aube":

„Langsam oder schnell wird Frankreich wieder zu dieser Lösung kommen, die sich seit 75 Jahren stets bewährt hat: die Koalitionsregierung. Die jetzigen Experimente werden im Vergleich zu denen der Vergangenheit mit Glanz beweisen, welchen Weg wir gehen müssen und welche Bedingungen die günstige Lösung eines solchen Problems garantieren. Es steht einwandfrei fest, daß die Unterschiede der Herkunft und der Ansichten der Regierungsmitglieder unvermeidlich eine gemeinsame Ausführung der Pläne herbeiführen wird."

VOM TAUWETTER ZUM EISGANG

Gestützt auf die „Humanité" unterstreicht Marcel Fourier im „Franc Tireur", daß die Regierung der demokratischen Konzentration unerläßlich ist, und kommt erneut auf die Preissenkung zu sprechen:

„Beispielsweise ist erforderlich, wie die Gewerkschaften schon richtig erinnern, daß so bald wie möglich ein Minimalkoeffizient der Preissteigerungen im Vergleich zu 1938 festgestellt, daß unter der Kontrolle der Betriebsräte das Verhältnis des Produktionskoeffizienten zum Verkaufskoeffizienten richtiggestellt und daß eine ausgiebige Ausgleichsmöglichkeit geschaffen wird; besonders aber ist unerläßlich, möglichst bald das Lebensminimum festzustellen, welches keine Belastung unterschreiten darf. Dann erst wird sich das Tauwetter, das begonnen hat, in Eisgang verwandeln."

DER FRIEDE

Zwei Zeitungen widmen Leitartikel der Außenpolitik. Daniel Doré befaßt sich im „Ordre" mit dem Problem des Friedens. Er führt aus, daß der Friede von 1919 dauerhaft gewesen wäre, wenn England Frankreich nicht gezwungen hätte, Deutschland zahlreiche Zugeständnisse zu machen. Dann versichert der Direktor des „Ordre":

„Das darf sich nicht wiederholen. Der Friede, der im nächsten März in Moskau unterzeichnet wird, wird das gleiche Schicksal haben wie der von 1919, wenn Amerikaner, Engländer und Russen nicht den Geist des Mißtrauens, der Furcht aufgeben und sich nicht entschlossen zeigen, alle Klauseln mit der gleichen Festigkeit durchzusetzen. Wir haben immer gesagt, daß jede Politik, die auf Antisowjetismus gegründet ist und daher die in diesem Fall übrigens sehr schlecht verstandenen Interessen der Bourgeoisie an die Stelle der nationalen Interessen zu setzen versucht, in erster Linie verbrecherisch ist."

Albert Mousset befaßt sich in der „Epoque" mit der europäischen Konjunktur. Er versichert, daß in Osteuropa Sieger und Besiegte unter dem gleichen Zeichen stehen. Dann fährt der französische Spezialist für osteuropäische Fragen fort:

„Kurz, die Kongresse des 19. Jahrhunderts haben die Doktrin des „europäischen Gleichgewichts" angewandt. Die Verträge von 1919-1920 verbarrikadieren, mit einigen Verneinungen, das Nationalitätenprinzip. Die Verträge von 1946-47 führen auf der kontinentalen Vorherrschaft Rußlands, das auf Kosten von acht Staaten vergrößert wird. Es bleibt nur noch Konstantinopel, um den Traum der Zaren zu verwirklichen.

Wochen-Rückblick

vom 28. Dezember bis 4. Januar

Obwohl die Woche durch den Jahreswechsel halbiert wurde, war die politische Aktivität kaum vermindert. Besonders in Frankreich blieb sie auf vollen Touren. Durch die Wahl von Champetier de Ribes zum Präsidenten des Rates der Republik, der zweiten Kammer, ist ein weiterer Schritt zur Ueberwindung des Provisoriums vollzogen worden.

Nationalversammlung und Rat der Republik sind jetzt voll aktionsfähig, so daß nun zur gemeinsamen Sitzung, dem „Kongreß", wie es in der III. Republik hieß, dem „Parlament", wie es in der IV. Republik heißt, geschritten werden kann, um den ersten Präsidenten der IV. Republik zu wählen. Tag und Ort sind jetzt festgelegt: der 16. Januar und der Kongreßsaal des Versailler Schlosses. Nur über die möglichen Kandidaten ist noch immer nichts bekannt. Man weiß nur, daß General de Gaulle wegen seiner Bedenken gegen die neue Verfassung es ablehnt, seine Kandidatur aufstellen zu lassen, und daß die Kommunisten jeden Kandidaten, der Gegner der Verfassung ist, ihre Stimme versagen wollen. In den Wandelgängen wird am meisten der Name Edouard Herriots genannt, ohne daß sicher ist, ob er eine Mehrheit finden könnte.

Das wichtigste Ereignis in Frankreich ist zweifellos die Neujahrsansprache, die Ministerpräsident Léon Blum dem französischen Volke verkündigte: die fünfprozentige Preissenkung. Es handelt sich um einen Versuch, der auch in anderen Ländern Interesse finden wird. Wenn es gelingt, die Tendenz der ständig ansteigenden Preise umzukehren, die Grossisten zu veranlassen, ihre gestockten Waren auf den Markt zu werfen, um Verluste durch weitere Preissenkungen, die Léon Blum ebenfalls schon ankündigte, zu vermeiden, so daß der normale Geldumlauf wieder einsetzt, dann wird ein bedeutsamer Schritt zur Ueberwindung der Krise getan sein.

Es wird ergänzt durch die Bemühungen der Regierung, die Produktion zu steigern, um die Ausfuhr zu vermehren und die Stützung des Francs, heute das wichtigste Wirtschaftsproblem Frankreichs, zu bewerkstelligen. Zu diesem Zweck wird der 40-Stunden-Woche ihre Starrheit genommen. Sie bleibt weiterhin gesetzlich, aber die 45-Stunden-Woche wird die „normale" Arbeitswoche. Entscheidend ist, daß sowohl die Verbände der Arbeitgeber wie die der Arbeitnehmer dem Ministerpräsidenten ihre Unterstützung zusagen.

Auch im Rahmen der Französischen Union zeichnen sich Lichtblicke ab. Hier heißt die große Sorge: Viet-Nam, das die mit Frankreich geschlossenen Verträge gebrochen hat. Die Reise des Kolonialministers Marius Moutet nach Indochina zur Aufnahme direkter Verhandlungen ist noch nicht abgeschlossen, aber der Minister konnte schon berichten, daß weite Gebiete der wertvollen Kolonie sich mit Frankreich solidarisch verbunden fühlen und die vietnamitische Revolte ablehnen.

Starke Beachtung fanden die französischen Maßnahmen im Saargebiet. Es soll dadurch nicht der Moskauer Konferenz vom März vorgegriffen werden, wie vielfach vermutet wurde, sondern nur die wirtschaftliche Stabilität des Saarlandes gesichert werden. Die französischen Zollbeamten, die jetzt die Saargrenze besetzt haben, sollen die Verschleppung von Markbeträgen und Lebensmitteln verhindern. Frankreich hält sich zu diesen Maßnahmen um so mehr verpflichtet, als die wirtschaftliche Eingliederung des Saargebietes in das französische Wirtschaftssystem schon feststeht.

Auch die Arbeiten der UNO wurden fortgesetzt. Die Sowjetunion bemüht sich, die Behandlung der Abrüstungsfrage zu beschleunigen. Das ist nicht überraschend, denn Moskau hat diesem Thema schon bisher großes Gewicht beigelegt. Nun schlägt Sowjetrußland vor, durch eine vom Sicherheitsrat gebildete Kommission einen Plan ausarbeiten zu lassen, der die praktischen Maßnahmen zur Rüstungsbeschränkung und zur Einsetzung einer internationalen Kontrollorganisation enthält.

Auf dem verwandten Gebiet der Kontrolle der Atomenergie ist eine vorläufige Entscheidung gefallen, allerdings gegen die Stimmen der Sowjetunion und Polens. Die Atomkommission hat beschlossen, den Baruch-Plan zur Kontrolle der Atomenergie dem Sicherheitsrat vorzulegen, und zwar einschließlich des strittigen Artikels 2, auf Grund dessen das Veto-recht der Großmächte nicht dazu benutzt werden kann, um sich der Atomkontrolle zu entziehen. Der Baruch-Plan verlangt bekanntlich die Einsetzung einer Organisation, die streng darüber zu wachen hat, daß die Atomenergie nur zu friedlichen Zwecken verwandt wird.

In die Richtung der militärischen Verständigung weist auch die Ankündigung der Moskau-Reise von Lord Montgomery. Richtiger aber ist vielleicht, den Besuch des britischen Marschalls, der mehr als ein Höflichkeitsakt sein dürfte, in die Linie der allgemeinen Entspannungen einzuordnen, die während der New-Yorker Tagung in den Beziehungen zwischen den Großmächten eingetreten sind. Zum Jahresende stellte sich die politische Atmosphäre so glänzig dar, daß in London schon in Erwägung gezogen wird, ob die Moskauer März-Konferenz neben der Vorbereitung der Friedensverträge für Deutschland und Oesterreich nicht auch der Gesamtregelung der Beziehungen zwischen den Großmächten dienen könnte.

Dieser Optimismus wird allerdings getrübt durch den Bericht, den die Sonderkommission des amerikanischen Repräsentantenhauses für Wirtschaftspolitik und Planung zum Jahresende der Oeffentlichkeit vorlegte. Das amerikanische Staatssekretariat wird darin ganz unverhüllt aufgefordert, alles zu tun, um industrielle Lieferungen zu verhindern, die der sowjetischen Rüstung nützlich sein könnten. Die ausführliche Begründung behauptet, Rußland habe durch geheime Aufrüstungsmaßnahmen, vor allem in der sowjetischen Zone Deutschlands, das Potsdamer Abkommen gebrochen. Auch der sowjetische Fünf-Jahres-Plan begünstige die Aufrüstung auf Kosten der Verbraucherwaren. Diese anklagereiche und schwere Anklage kommt gewissermaßen aus heiterem Himmel und muß natürlich Verstimmung und neues Mißtrauen auslösen, obwohl sie nur den Charakter einer parlamentarischen Empfehlung an die Regierung hat. Die sowjetische Außenpolitik hat sich jedoch in letzter Zeit, z. B. bei der Besetzung Azerbaidschans durch persische Regierungstruppen, so maßvoll verhalten, daß mit einiger Zuversicht keine ernstliche Störung der politischen Atmosphäre befürchtet wird.

Auch in Deutschland muß ein wichtiges Ereignis notiert werden. Am 1. Januar ist der wirtschaftliche Zusammenschluß der britischen und der amerikanischen Zone effektiv geworden. Der Plan, der ursprünglich den Zusammenschluß der vier Zonen bezweckte, war schon am 10. August vorigen Jahres beschlossen worden. Ziel ist, die bisherigen Zuschüsse der Besatzungsmächte durch progressive Produktions- und Ausfuhrsteigerung überflüssig zu machen. Nach den vorläufigen Berechnungen besteht die Hoffnung, daß die Ausfuhr beider Zonen ab 1950 den Wert von 900 Millionen Dollar jährlich erreicht haben wird, so daß 600 Millionen Dollar für Lebensmittel- und 300 Millionen für Rohstoffeinfuhren bereitgestellt werden könnten. Bis dahin dürfte die Behandlung des deutschen Problems weitere Fortschritte gemacht haben.

Gleichfalls am 1. Januar ist das britische Gesetz zur Verstaatlichung der englischen Kohlenbergwerke in Kraft getreten, das schon am 30. Januar vorigen Jahres beschlossen worden war. Von den Kohlenbergwerken hängt ein guter Teil des englischen Wohlstandes ab, in England hat man daher vielfach das Gefühl, durch die Verstaatlichung ein Wagnis übernommen zu haben, was auch in den Worten des Ministerpräsidenten Attlee spürbar war. Mit einigem Bangen wird daher die Frage an die Zukunft gestellt, ob die bisherige Wirtschaftlichkeit aufrechterhalten werden kann. Dem zweifellos werden im Anschluß an die Verstaatlichung auch soziale Reformen zur Verbesserung der Lage der in den Kohlengruben beschäftigten Arbeiter durchgeführt werden müssen. So fordern die Bergleute die Einführung der Fünf-Tage-Woche, die Minister Shinwell bereits zugesagt hat. Zur Charakterisierung der Wirtschaftlichkeit der Gruben muß dann erstmal werden, daß sie nicht entzogen, sondern vom Staat gekauft wurden. Es handelt sich also nicht, wie sonst häufig bei Verstaatlichungen, um eine Vermehrung des Volksvermögens. **E.**

Prozeß gegen Generalfeldmarschall Milch

NÜRNBERG. — Im Laufe des Prozesses gegen den ehemaligen Generalfeldmarschall Erhard Milch wurde bekannt gegeben, daß eine Anzahl Beweisstücke und Dokumente aus dem Internationalen Kriegsverbrecherprozeß verwendet werden. Das Beweisverfahren solle im allgemeinen den Methoden dieses Prozesses folgen.

Der Verteidiger des früheren Generalinspekteurs der Luftwaffe, Bergold, erklärte, daß der ehemalige französische Außenminister Yves Delbos als Entlastungszeuge nach Nürnberg kommen werde. Der ehemalige belgische Ministerpräsident van Zeeland wird ebenfalls von dem Verteidiger gebeten, für Erhard Milch zu sprechen.

Si vous allez à Strasbourg...

achetez votre poste de T.S.F. et vos disques chez

G. PERROT

Maison spéciale pour phones et disques
STRASBOURG
34, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons
(près place Gutenberg)

AMPLIFICATEURS — DISQUES
PHONOS — RADIO

Agent exclusif des grandes marques:
PHILIPPS - SONORA - RADIOLA

Kleine Anzeigen

Sekretär - dactylo, deutsch-französisch sprechend und schreibend, für sofort gesucht. Schriftliche Angebote A. C. KAVAS KONSTANZ, 4, Marktstätte.

Frankreich und das Menschenrecht

(Fortsetzung von Seite 1)

Um die Wohnungskrise zu lösen, müßte man in der Stadt Paris allein 100 000 Wohnungen bauen; nun stellt aber die Herstellung von vier Zimmern 1 Million Franken vor, was einer Miete von ungefähr 50 000 Franken gleichkommt, die für eine Familie von Durchschnittsfranzosen unmöglich zu zahlen ist. Wir wissen, daß es das gleiche in Belgien ist, in Griechenland, in Luxemburg, in Holland, in Norwegen, in Polen, in Jugoslawien. Ich habe vor mir eine Aufstellung, die mich bestürzt. Nach den Arbeiten des französischen Spezialisten Thienot gäbe es in der Sowjetunion 25 Millionen obdachloser Personen. Dabei sehe ich, daß die Sowjetbehörden in der Zone, die sie verwalten, Maßnahmen der Nachsicht gegenüber den jungen Nazis in Betracht ziehen, die ich während meiner Gefangenschaft grade so fanatisch gesehen habe.

An der Schwelle des Jahres 1947 darf man sagen, daß das Friedensproblem vor allem von der Haltung der Deutschen abhängt. Das ist die hauptsächlichste Wahrheit. Aber bereits heute will ich erklären, welches die Haltung Frankreichs oder zum mindesten die der demokratischen Franzosen im Hinblick auf den erhofften Frieden ist. Sie weigern sich, einem totalitären Regime anzuhängen, von wo immer es kommen mag, welches es sei. Sie wollen daran arbeiten, die Ordnung in der Freiheit zu retten. Wir glauben mit dem Präsidenten Truman, daß die Wiederherstellung der von dem letzten Krieg geschlagenen Welt eine lange Zeit beanspruchendes Werk sein wird, längere Zeit sogar, als man sagt. Die Rohstoffe fehlen, und man muß sie schaffen, ehe man mit dem Bau beginnen kann. Aber mit dem König von England meinen wir auch, daß dieses Werk, das materieller Natur ist, von sittlichen Grundsätzen durchdrungen und beherrscht werden muß. Von welchen? Wir geben zu, daß ein solch verwirrtes Universum gewisse Gesetze, einen gewissen Zwang, gewisse Opfer annehmen muß, aber unter der Bedingung, daß diese Maßnahmen von den Völkern, die sie anwenden sollen, beraten werden und ihnen zugestimmt wird. Die totale Freiheit ist im gegenwärtigen Augenblick nicht möglich, denn sie würde den Schwächsten schädigen und dem Stärksten Nutzen bringen. Aber diese Freiheit, die von dem Gesetz der Gemeinschaft und nicht von der Willkür einzelner begrenzt wird, bleibt das Ideal nach dem wir streben. Wir glauben, daß der Frieden erst an dem Tag herzestellt ist, wo er die Rückkehr zur Freiheit bringt.

Was wir demokratischen Franzosen in dieser Erwartung nicht opfern wollen, ist die Freiheit der menschlichen Person in dem Rahmen, den die Notwendigkeiten bestimmen, und für die Frankreich immer gekämpft hat und die wir für die andern Nationen wie für uns selbst fordern. Wir wollen nicht, daß das Individuum der Herde geopfert werde. Wenn wir auch noch nicht die volle Wohlfreiheit erlangen können, so wollen wir doch die Freiheit des Glaubens, des Rechtes religiös zu sein oder auch nicht, die freie Wahl der Religion und ihrer freien Ausübung, die Freiheit der politischen Meinung, die Freiheit zu schreiben, die Freiheit des Wortes und die Versammlungsfreiheit. Ich glaube, es ist dies, was der König von England mit den Worten „die Seele der Kultur" ausdrückt. Diesem Ideal bleiben wir Franzosen treu. Es ist das Ideal, das Jenes der klassischen und christlichen Kulturen fortführt. Es ist das Ideal, für das Gewalt und Masse nicht alles ist. Es ist das Ideal, das oft die kleinen Nationen um uns gruppiert hat und sie fernerhin um uns gruppieren soll. Es ist das Ideal, das in der folgenden Formel definiert und zusammengefaßt ist: die Wiederherstellung des Menschenrechts.

E. H.

AUSLAND

Frankreich

England zahlt Entschädigung für die Benützung französischer Kriegsschiffe

PARIS. — Der französische Transportminister, Jules Moch, unterzeichnete mit dem britischen Transportminister ein Abkommen, wonach Großbritannien Frankreich als Entschädigung für die Benutzung französischer Kriegsschiffe während des Krieges einen Kredit von 5 720 000 Pfund Sterling gewährt.

Der italienische Ministerpräsident in Paris

PARIS. — Der italienische Ministerpräsident de Gasperi traf auf seinem Weg nach den Vereinigten Staaten in Paris ein. Er wurde von dem amerikanischen Botschafter in Paris, Jefferson Caffery, sowie von Beamten des französischen Außenministeriums begrüßt.

In einem Interview erklärte der italienische Ministerpräsident, daß er sich nicht wegen einer Anleihe, sondern zur Besprechung wirtschaftlicher Angelegenheiten nach den Vereinigten Staaten begibe.

Frankreich will keine Frau als Präsident der Republik

BADEN-BADEN. — Wie aus Frankreich gemeldet wird, erzielte eine Umfrage, ob eine Frau das Amt des Präsidenten der Republik bekleiden soll, mit 76% eine verneinende Antwort.

Groß-Britannien

Deutsche Zivilisten besuchen englische Kriegsgefangenenlager

Das britische Kontrollamt für Deutschland und Oesterreich hat eine Gruppe von 35 deutschen Zivilpersonen aus der britischen Zone zu einem sechswöchigen Lehrgang für deutsche Kriegsgefangene nach England eingeladen.

Die Gruppe umfaßt Politiker, Lehrer, Journalisten, Gewerkschaftler und Studenten, die sich an Ort und Stelle über das Leben der deutschen Kriegsgefangenen in England und die britischen Methoden der Erwachsenenerziehung unterrichten sollen.

Irland

Brotrationierung in Irland

DUBLIN. — Der irische Industrie- und Handelsminister, Sean Lemass, gab über den irischen Rundfunk bekannt, daß die Brotrationierung am 19. Januar in Irland in Kraft treten wird.

Die Erwachsenen werden rund 2 700 Gramm Brot oder rund 2 000 Gramm Mehl pro Person und Woche erhalten.

Belgien

Holländischer Außenminister in Brüssel

DEN HAAG. — Der holländische Außenminister, Baron van Boetzelaer, begab sich nach Brüssel. Er wird dort Besprechungen mit dem belgischen Außenminister Henri Spaak über die Haltung beider Länder in der Frage der Zukunft Deutschlands führen.

Polen

Aerztemangel in Polen

WARSCHAU. — „Robotnik", das Organ der polnischen Sozialisten, bringt einen Bericht über die Schäden, die von den Deutschen während des zweiten Weltkrieges in Polen angerichtet wurden.

Dem Bericht zufolge wurden 40 % der Aerzte und Zahnärzte ermordet, so daß heute in den Landgebieten Polens nur ein Arzt auf 33 000 Einwohner kommt.

Ferner wurden 430 Krankenhäuser zerstört.

Sowjet-Union

Neue Ansiedelungen in Ostpreußen

MOSKAU. — Im ehemaligen Ostpreußen werden demnächst mehrere tausend sowjetische Staatsbürger angesiedelt.

Nach einer Meldung der Nachrichtenagentur Tass ist ein großer Teil dieser Ansiedler bereits in Kaliningrad eingetroffen.

Kaliningrad ist die ehemalig deutsche Stadt Königsberg.

Persien

Sowjetunion liefert die Regierung von Aserbaidschan nicht aus

TEHERAN. — In einer Note an die sowjetischen Behörden in Moskau hat die iranische Regierung um die Auslieferung der in die Sowjetunion geflohenen Mitglieder der aserbaidschanischen Dissidentenregierung. Die sowjetische Regierung hat diesen Antrag abgelehnt.

Palästina

Sicherheitsmaßnahmen in Palästina

JERUSALEM. — Die britischen Militärbehörden in Palästina haben angeordnet, daß britische Truppen weder jüdische noch arabische Cafés, Restaurants oder Bars in den vorwiegend jüdischen Gebieten Palästinas besuchen dürfen.

Diese Sicherheitsmaßnahmen sollen die weitere Entführung britischer Soldaten durch Juden verhindern.

Gespannte Lage im ganzen Land

JERUSALEM. — Freitag erhielten sämtliche in Palästina stationierten Truppen die Anweisung, ständig Waffen zu tragen und nur in Gruppen auf die Straße zu gehen.

In der Gegend von Tel-Aviv wurden fünf britische Soldaten durch eine Explosion verletzt.

Besprechungen über Palästina

LONDON. — Der britische Hohe Kommissar für Palästina, Sir Alan Cunningham, führte Ende der Woche Besprechungen mit Kolonialminister Jones und Außenminister Bevin.

Sir Alan Cunningham wird über das Wochenende einen ihm zur Begutachtung vorgelegten Sicherheitsplan auf seine Durchführung in Palästina prüfen.

Indien

Wieder einmal Shandra Bose

LONDON. — In einem Aufruf an die Inder erklärte Sarat Shandra Bose, man müsse den vietnamitischen Rebellen in Indochina Hilfe bringen und sie gegen die Franzosen unterstützen.

Sarat Shandra Bose ist der Bruder Subhas Shandra Bose, des ehemaligen Anführers der indischen Rebellenarmee, die unter japanischer Führung gegen die Briten in Burma kämpfte.

Der indische Wissenschaftler-Kongreß

DELHI. — Der Kongreß der Wissenschaftler wurde unter dem Vorsitz des Pandit Neru eröffnet.

Französisch-Indochina

Noch keine Verhandlungen mit dem Viet-Nam

PARIS. — Der französische Kolonialminister, Marius Moutet, soll vor seiner Abreise aus Hanoi erklärt haben, daß eine militärische Entscheidung in Viet-Nam notwendig sei, bevor Verhandlungen geführt werden könnten.

Er betonte nochmals, daß er während seines Aufenthalts in Indochina keine Verbindung mit der viet-namesischen Regierung aufgenommen hätte.

Japan

Weitere Erdbebentätigkeit in Tokio

TOKIO. — Neue Erdstöße werden in Tokio gemeldet. Bei dem Beben, das heftiger war als sonst in Japan, handelt es sich um Ausläufer eines schwächeren Seebebens, dessen Zentrum sich östlich von Tokio befindet.

Vereinigte Staaten

Eisenhower lehnt Kandidatur für die amerikanische Präsidentschaft ab

NEW-YORK. — General Eisenhower nahm zu den Berichten über seine angebliche Kandidatur für die Präsidentschaft der Vereinigten Staaten Stellung.

Er meinte, daß die Erwähnung seines Namens in diesem Zusammenhang nicht zu der großen Organisation, der er angehöre, passen würde. „Ich habe mich stets seit Beginn des Krieges geweigert, eine solche Möglichkeit in Betracht zu ziehen", erklärte Eisenhower. „Ich bin heute immer noch derselben Meinung. Die Armee ist überparteilich und national in ihrem Charakter, und alles, was diese gesunde Auffassung trüben könnte, ist gegen die Interessen der Vereinigten Staaten gerichtet."

USA sollen Italien helfen

NEW YORK. — Der persönliche Vertreter Präsident Trumans beim Heiligen Stuhl, Myron Taylor, rief das amerikanische Volk auf, den Italienern durch materielle Zuschüsse zu Hilfe zu kommen.

Antarktis

Weitrennen um Uranlagerkommen?

WASHINGTON. — Kurz nach der Bekanntgabe der Entsendung einer amerikanischen Südpol-Expedition unter Leitung von Vizeadmiral Byrd beschloß Argentinien eine Expedition in die Antarktis auszurüsten.

Zur Zeit werden die letzten Vorbereitungen in Buenos-Aires getroffen.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

DEUTSCHLAND

Neujahrs-Glückwünsche in Baden-Baden

Die Vertreter der Besatzungsarmee, der Behörden und des diplomatischen Korps sprachen General Koenig ihre Glückwünsche zum neuen Jahre aus.

BADEN-BADEN. — Der französische Oberkommandierende in Deutschland, General Koenig, empfing die Vertreter der Besatzungstruppe, der Behörden, des diplomatischen Korps und der alliierten Verbindungsstellen.

Zunächst überbrachte Monsieur de Charmasse dem General die Glückwünsche des diplomatischen Korps. Dann sprach der amerikanische Verbindungsoffizier, Major Cooke, im Namen der alliierten Verbindungsstellen in Baden-Baden. Er sagte u. a.:

„Wir wurden hier in Baden-Baden von Ihnen, Herr General, sehr herzlich empfangen und hatten die Gelegenheit, festzustellen, wie Sie mit Ihren Offizieren den Glanz und die Flamme der französischen Kultur und der französischen Tradition stets bewahrt haben.

Ich habe die Ehre, Ihnen im Namen der Alliierten viel Erfolg für das neue Jahr zu wünschen. Ich wünsche ebenfalls Ihrer Frau Gemahlin und Ihnen selbst eine gute Gesundheit und sehr viel Glück für das Jahr 1947."

Nach Major Cooke sprach General Saves und übermittelte die Glückwünsche des Oberkommandos der französischen Besatzungsarmee. Im Namen der deutschen Behörden sprach der Bürgermeister von Baden-Baden, Dr. Schlapper. Er sagte u. a.:

„In meiner Eigenschaft als Bürgermeister der Hauptstadt der französischen Besatzungszone habe ich die Ehre, Ihnen in meinem Namen und in dem meiner Mitbürger die herzlichsten Glückwünsche für das neue Jahr auszusprechen."

Zuletzt sprach General Navarre im Namen des Obersten Kommandos der französischen Besatzungszone.

Aufhebung der Sektoreneinteilung Berlins?

BERLIN. — Auf Grund eines einstimmig angenommenen Antrags des Fraktionsvorsitzenden der SPD, Franz Neumann, haben die Berliner Stadtverordneten die alliierte Kommandantur ersucht, die Sektoreneinteilung Berlins aufzuheben.

Feldmarschall Montgomery auf der Durchreise in Berlin

LONDON. — Feldmarschall Montgomery hat seine Reise nach Moskau in Berlin unterbrochen, wo er Besprechungen mit dem stellvertretenden Befehlshaber der britischen Besatzungszone in Deutschland, General Sir Brian Robertson, führen wird.

Amerikanische Zone

Der Prozeß gegen die KZ-Ärzte

NÜRNBERG. — Der Sprecher der amerikanischen Staatsanwaltschaft in Nürnberg erklärte, daß die amerikanischen Besatzungsbehörden die französische Militärregierung bitten werde, den ehemaligen Generaldirektor der I.G.-Farben von Ludwigshafen, Ambros, auszuliefern.

Ambros soll wissenschaftliche Experimente mit Giftgas und Geländekampfstoffe an KZ-Häftlingen veranlaßt haben. Er befindet sich in Haft in Baden-Baden, französische Zone.

Die Flüchtlinge in Bayern

MÜNCHEN. — Der bayerische Staatskommissar für das Flüchtlingswesen gibt bekannt, daß in der dritten Woche des Monats November 1350 aus dem Osten kommende Flüchtlinge in Bayern aufgenommen wurden.

Im gleichen Zeitraum wurden 1100 Personen aus Bayern in die sowjetische Zone zurückbefördert.

Von Papen vor Gericht

NÜRNBERG. — Wie mitgeteilt wird, Mittwoch, daß Hans Fritzsche sich erneut vor einem Gericht zu verantworten habe.

Wie wir nun erfahren, wird Franz von Papen demnächst ebenfalls vor einer Spruchkammer zu erscheinen haben, voraussichtlich in Nürnberg. Man vermutet, daß der „Fall von Papen" im Rahmen der „schweren Fälle" noch im Laufe dieses Monats behandelt wird.

Der Stuttgarter Prozeß

Der Attentäter Kabus war kein SS-Major

STUTTGART. — Freitag begann im Gerichtssaal des Stuttgarter Militärgefängnisses der Prozeß gegen Siegfried Kabus und 18 seiner Kameraden, die beschuldigt werden, in der Zeit von Ende Oktober bis Mitte November Bombenanschläge in Stuttgart, Backnang und Öhingen verübt zu haben.

Dr. Eberhard Magenau, einer der beiden Verteidiger von Kabus, erklärte, daß der Hauptangeklagte nicht zurechnungsfähig sei. Kabus war wahrscheinlich niemals SS.-Hauptführer. Man hat Gründe anzunehmen, daß er während des Krieges als Schreiber bei einer Einheit der Wehrmacht war. Er hat Offiziersuniformen und Auszeichnungen gestohlen, ohne dazu berechtigt zu sein.

In seiner Zelle entwarf der 31jährige Kabus einen Plan für eine neue Reichsregierung. Als Justizminister schlug er einen seiner Wärter vor. Er arbeitete ebenfalls an einem Plan für eine deutsche Schlachtflotte von 80 Kriegsschiffen, sowie an dem Bauplan eines Reichsstatthalter-Palais für sich selbst.

Britische Zone

Wahlen am 30. März

HAMBURG. — Die britische Militärregierung teilt mit, daß die Landtagswahlen in der britischen Zone am 30. März stattfinden werden.

Nach längeren Unterredungen sind die Vertreter der Parteien und der Wahlausschüsse zu einer Einigung über das Wahlsystem gekommen.

Internationale Studentenkonferenz in Münster

MÜNSTER. — Die britische Kontrollkommission für Deutschland teilt mit, daß an der ersten internationalen Studentenkonferenz nach dem Kriege, die zur Zeit in Münster stattfindet, 150 Studenten teilnehmen, von denen 17 aus England, 15 aus der Schweiz, 9 aus Frankreich, je 2 aus der sowjetischen, aus der amerikanischen und britischen Besatzungszone und einer aus Berlin kommen.

Folgende Themen werden zur Diskussion kommen:

Die sozialen Gesichtspunkte des Christentums;
Der Nationalsozialismus;
Kollektive Verantwortlichkeit;
Die soziale Frage.

Deutsche Journalisten und Politiker nach England eingeladen

HANNOVER. — Zahlreiche deutsche Journalisten, Gewerkschaftler und Politiker sind in Hannover eingetroffen. Sie werden sich nach England begeben, wo sie sechs Wochen lang an einem Kurs im Ausbildungslager Wilton teilnehmen werden. Sie werden ebenfalls Gelegenheit haben, englische Institutionen kennen zu lernen. Sie sollen die britische Demokratie und ihre praktische Anwendung kennenlernen.

Zwischenfall im Ravensbrück-Prozeß

HAMBURG. — Johann Schwarzhuber, Angeklagter Nr. 1 im Prozeß gegen die ehemaligen Lagerstabsmitglieder des KZs Ravensbrück, stürzte vor dem Transport zum Gerichtssaal und erlitt eine Gehirnerschütterung.

Die Verhandlungen werden in Abwesenheit des Angeklagten fortgesetzt. Es werden augenblicklich nur schriftliche Aussagen der Angeklagten vorgelesen, wobei die Anwesenheit Schwarzhubers nicht erforderlich ist.

Sowjetische Zone

Russische Militärregierung nimmt Lebensmittelversorgungsplan für die deutsche Bevölkerung an

BERLIN. — Der Lebensmittelversorgungsplan für die deutsche Bevölkerung in der Sowjetzone wurde von der sowjetischen Militärregierung für das erste Vierteljahr 1947 bestätigt.

Alle Lebensmittelnormen, die im letzten Vierteljahr 1946 gültig waren, sollen nach diesem Plan im ersten Vierteljahr 1947 bestehen bleiben.

Keine russischen Lebensmittel für Deutschland

BERLIN. — In einer Versammlung in Halle erklärte der Vertreter der sowjetischen Militärregierung Deutschlands, Major Dragin, daß Rußland keine Lebensmittel nach Deutschland ausführen könne. Infolge der Mißernte in der Ukraine könne Rußland Deutschland nicht helfen, selbst nicht in Kreditform.

Major Dragin versicherte jedoch, daß Rußland keine Lebensmittel aus Deutschland beziehen würde.

Wirtschaftsmeldungen

Amerikanische Finanzkreise

interessieren sich für Genua

Bekanntlich soll die UNRRA seit dem 1. Januar aufgelöst sein. Um gewisse dieser Organisation bisher obliegende Aufgaben zu übernehmen, sollen demnächst neue Organisationen ins Leben gerufen werden. Unter Mitwirkung der Import- und Exportbank beabsichtigen bestimmte amerikanische Finanzkreise eine amerikanisch-italienische Gesellschaft zu gründen.

Diese Organisation, die sich „Ameritalia" nennen wird, plant die mannigfaltigsten Initiativen, u. a. die rationelle Ausnützung des Hafens von Genua. Abgesehen von solchen rein finanzieller Natur, sind große Initiativen auf dem Immobilienmarkt geplant; u. a. ist auch der Bau eines Wolkenkratzers in Aussicht genommen. Vorgesehen ist ferner die Gründung einer italienisch-amerikanischen Reederei, die eine Flotte von zehn modernen Handelsschiffen erhalten soll, sowie die Finanzierung und Durchführung von Hafenarbeiten und insbesondere die Errichtung einer Anzahl neuer Lagerhäuser.

Die „Ameritalia" setzt sich als Ziel, die Entwicklung Italiens und vor allem des Hafens von Genua zu einem Europa mit dem Nahen Osten und den Übersee-Ländern verbindenden Handelszentrum zu entwickeln. Durch den systematischen Ausbau der Land- und Seetransporte soll dieses Ziel erreicht werden.

Wie die „Neue Züricher Zeitung" aus Genua erfährt, soll der amerikanische Bankier Amedeo Giannini der Förderer dieser Pläne sein. Die Zukunftspläne Giannini, der auch die Möglichkeit der Aufnahme eines den Straßen- und Eisenbahnverkehr ergänzenden internationalen Lastkraftwagendienstes von und nach Genua prüfen soll, werden in den eingeweihten Kreisen auch mit der voraussichtlichen Errichtung einer Freihafenzone im Hafen von Genua in Zusammenhang gebracht.

Produkte deutscher Wertarbeit preiswerter als Rohstoffe

Die deutsche Wirtschaft interessiert ebenfalls die englischen maßgebenden Kreise in einem gewaltigen Ausmaße.

Am Neujahrstag brachte der Londoner Rundfunk einen Bericht über den Exportplan für Deutschland. Der Sprecher erklärte:

„Eine Revision des Exportplans für Deutschland ist erforderlich. Die Produkte deutscher Wertarbeit bringen einen besseren Exportpreis ein als die Rohstoffe Kohle, Stahl oder Holz. Die Fertigwaren und Produkte der deutschen Veredelungsindustrien sind im Ausland sehr begehrt.

Zur Durchführung des deutschen Exportplanes müßten die bisher festgelegten Produktionszahlen gründlich revidiert werden. Die Stahlproduktion müßte in gewaltigem Ausmaße und die Kohlenförderung auf 400 000 Tonnen täglich erhöht werden. Jedoch sollte das Ergebnis dieser Kohlen- und Stahlproduktion nicht direkt, sondern erst nach Verarbeitung exportiert werden. Die Hauptträger des Exportes sollten die deutschen Veredelungs- und Fertigwarenindustrien werden."

Ferner erklärte der Vortragende des Londoner Rundfunks, daß ein fester Umwechslungskurs der Reichsmark sofort festgesetzt werden müsse, da sonst die deutschen Waren nicht konkurrenzfähig seien.

Ansteigen der Förderung von Braunkohle

FRANKFURT. — Die Förderung der Braunkohle in der amerikanischen Zone ist im Ansteigen. In Hessen ist die Förderung in der letzten Woche von 1946 um 1258 Tonnen gestiegen.

Verstaatlichung der großen Hotels in der Tschechoslowakei

PRAG. — Die tschechoslowakische Regierung beabsichtigt die Verstaatlichung der großen Hotels in Karlsbad und Marienbad durchzuführen.

Anstieg der Arbeitskräfte in den Kohlengruben

FRANKFURT. — Der Monatsbericht der amerikanischen Militärregierung für Deutschland meldet, daß täglich insgesamt 341 000 Bergarbeiter in der am 27. Oktober endenden Woche in den Kohlengruben der drei Westzonen über und unter Tag beschäftigt waren.

Damit ist die Zahl der im Kohlenbergbau beschäftigten Arbeitskräfte gegenüber der letzten Septemberwoche um 6 000 gestiegen. Dieser Anstieg ist allerdings ausschließlich auf den Zuwachs an Arbeitskräften in den Bergbaugebieten der britischen Zone zurückzuführen, wo sich der Tagesdurchschnitt der beschäftigten Bergarbeiter von 186 000 Ende September auf 201 000 Ende Oktober erhöhte. Gleichzeitig wird ein Ansteigen der Tagesleistung des einzelnen Bergmannes festgestellt.

Die tägliche Förderungsleistung jedes Bergmannes in der britischen Zone stieg von 0.81 auf 0.93 Tonnen, in der französischen von 0.82 auf 0.85 Tonnen und in der amerikanischen Zone von 0.84 auf 0.85 Tonnen.

Theater und Konzerte

4. JANUAR

BADEN-BADEN : Monique de la Bruchollerie.
KONSTANZ (Stadttheater : 15 und 19 Uhr) : Ein Sommernachtstraum.
VILLINGEN : Trois pièces en un acte.

6. JANUAR

BADEN-BADEN : Monique de la Bruchollerie.
KONSTANZ (Stadttheater : 19 Uhr) : Ein Sommernachtstraum.
LÖRR : Trois pièces en un acte.
SAULGAU : Hommage à Chopin.

7. JANUAR

BADEN-BADEN : La soirée du jeu.
KONSTANZ (Stadttheater : 19 Uhr) : Ein Sommernachtstraum.
RASTATT : Trois pièces en un acte.
RAVENSBURG : Hommage à Chopin.

Das Wichtigste im Radio

BADEN-BADEN (47.46 m)

Alle Tage 6, 7, 8, 8.30 (Nachr.), 13, 22, 22.45 Uhr: Nachrichten

4. JANUAR

11.00 Religiöse Morgenfeier.
11.45 Religiöse Musik.
13.45 Frankreich spricht zum deutschen Volk.
14.00 Kinderfunk: **„Die Drei Weisen aus dem Morgenlande."**
16.30 Bilderbuch ohne Bilder. — Adalbert Seeck liest Andersen.
18.30 Kreuz und quer durch Deutschland. — Nachrichten aus allen Zonen.
18.45 Dvorak: „Streichquartett F-Dur", op. 96; es spielt das Dresdner Streichquartett.
19.15 Sportschau am Montag.
19.40 Die Tribüne der Zeit.
20.00 Le Magazine de France.
20.15 Hörspiel: **„Dreikönigsspiel"**. (Das Tryptichon der Heiligen Drei Könige) von Timmermanns. Regie: Julius Albert Flach.
21.15 Solistenkonzert: Sibylle Ursula Fuchs, Sopran, und Hermann Reutter, Klavier: Lieder von Franz Schubert, Peter Cornelius und Hugo Wolf.
21.45 Frankreich spricht zum deutschen Volk.
22.15 Werke von Carl Maria von Weber.
23.00 Aus der Dichtung der Welt. Stendhal: **„Ueber die Liebe".**
23.30 Neue Tanzmusik. Es spielen die Manhattan Nightbanks.

7. JANUAR.

13.45 Frankreich spricht zum deutschen Volk.
14.00 Unterhaltungskonzert.
16.30 Kreuz und quer durch Deutschland. — Nachrichten aus allen Zonen.
18.45 Figaro-Club im Südwestfunk (Wiederholung).
19.00 Unterhaltungsmusik.
19.40 Die Tribüne der Zeit.
20.00 Le Magazine de France.
21.45 Frankreich spricht zum deutschen Volk.
23.00 Kleine Serenade.

Das Ausland schreibt:

ENGLAND

Die britische Presse befaßt sich hauptsächlich, was die ausländische Politik anbetrifft, mit den wirtschaftlichen Maßnahmen der französischen Regierung und der palästinensischen Lage.

Die „Times" bringt dem Experiment Blums lebhaftes Interesse entgegen und schreibt:

„Man wird den Versuch nach seinen Ergebnissen beurteilen. Diejenigen, die an der Wirksamkeit der neuen Maßnahmen zweifeln, werden beschämt sein, wenn die Preissenkung wirklich auf dem freien und auf dem offiziellen Markt eintritt.

Wieder einmal hat man an die Zusammenarbeit und an den bürgerlichen Ehrensinn des französischen Volkes appelliert, damit es bei der Anwendung der neuen Maßnahmen mitwirke.

Es bestehen nämlich zwei Möglichkeiten, der immer wachsenden Kluft zwischen Löhnen und Preisen Einhalt zu gebieten.

Die erste besteht in einer Lohnaufbesserung, die aber erneute wirtschaftliche und finanzielle Schwierigkeiten hervorrufen würde, während die zweite Möglichkeit: die Preissenkung den Verbrauchern wie den Kaufleuten und den Erzeugern nur von Nutzen sein könnte."

Und nachdem die „Times" behauptet, daß es allein in der Hand der Regierungen, die nachfolgen werden, liegt, diese Bahn mit oder ohne Hilfe des Volkes weiter einzuschlagen, fügt sie hinzu:

„In einem demokratischen Regierungssystem erfordert die Lenkung die Zustimmung und die Mitarbeit derer, die dafür einstanden, sonst wäre dieses Verfahren nicht demokratisch und würde auch keine wirkliche Lenkung darstellen. Aber außer der Zustimmung der Nation muß es auch noch jemanden geben, der mit der Lenkung der Geschäfte beauftragt ist."

Der „Daily Herald" schreibt zu den französischen und englischen Schwierigkeiten:

„Es wäre gut, wenn wir eine Lehre aus den Sanierungsmaßnahmen Frankreichs ziehen würden. Es war damals in Frankreich nach der Besatzungszeit, die das Wirtschaftssystem vollständig zerrüttete, unmöglich, ein gerechtes Verteilungsprogramm wie das unsrige aufzubauen, auf das wir so stolz sind. Angesichts der Inflationsgefahr mußte Frankreich zu außergewöhnlichen Mitteln greifen, und dies zeigt uns deutlich, daß unsere Schwierigkeiten noch zunehmen würden, wenn wir auf unsere Preiskontrolle und unser Rationierungssystem verzichteten, solange die Welt noch unter dem Lebensmittel- und Rohstoffmangel leidet."

USA

DIE FLÜCHTLINGE

Die amerikanischen Besatzungsbehörden in Deutschland befassen sich mit der Entsiedlung der Flüchtlingslager. Nach einer Information der „New York Times" würde eine Anzahl dieser Flüchtlinge das UNRRA-Personal ersetzen. 3 500 Personen wurden schon eingestellt und ihre Zahl nimmt mit jedem Tage zu. Eine Verwaltungsschule wurde für sie in Bayern gegründet und 300 Kandidaten nehmen augenblicklich an den Lehrkursen teil. Die „New York Herald Tribune" veröffentlicht ihrerseits einen Artikel ihres Korrespondenten M. A. Hwood:

„Es befinden sich augenblicklich 400 000 Flüchtlinge und „displaced persons" in der amerikanischen Besatzungszone Deutschlands, für deren Lebensunterhalt die UNRRA zum größten Teil aufkommt. Die Vereinigten Staaten geben monatlich 8 Millionen Dollar für sie aus. Die Zahl der Flüchtlinge übernimmt nicht ab. In acht Monaten, von Januar bis September 1946, wurden 100 000 Flüchtlinge in ihre Heimat zurückgeführt und 60 000 wanderten nach Übersee aus. 75 000 neue Flüchtlinge aus den verschiedenen osteuropäischen Staaten wurden aber in derselben Zeit in den Lagern aufgenommen. Im großen und ganzen hat sich also die Flüchtlingszahl nur um 20 000 verringert.

Dieses Problem gehört wohl zu einem der am schwierigsten lösbaren."

TÜRKEI

BILANZ DER POLITIK

Die „Ulus" blickt in ihrem Leitartikel auf die politischen Ereignisse der Türkei zurück:

„Die türkische Republik hat von jeher großen Wert auf freundschaftliche Beziehungen mit der Sowjetunion gelegt. Im zweiten Weltkrieg jedoch änderte sich die russische Politik grundlegend. Die Haltung der Sowjets rief tiefes Erstaunen bei den Türken hervor, denn die Russen forderten ihre Rechte auf die Dardanellen und auf die orientalischen Besitze der Türkei.

Jedoch konnte man feststellen, daß die Entwicklung der Lage auf allgemeine Faktoren zurückzuführen sei.

Die türkisch-englische Freundschaft hat sich im letzten Jahr ständig gefestigt. Amerika ist unzweifelhaft der Hauptträger der UNO, und die Türkei hat ihre tiefe Bewunderung für dieses Land und sein Schaffen kundgetan."

Französische Radiostunde

Südwestfunk

Am 6. Januar 1947, 18.45 Uhr, über Sender:

Koblenz (291 m) Kaiserslautern (385 m)
Freiburg (341,8 m) Baden-Baden (47,46 m)
Saarbrücken (222,3 m) Sigmaringen (241,8 m)

Bonjour Mesdames, bonjour Messieurs!

F. — **Bonjour Monsieur, comment allez-vous?**
H. — **Merci Madame, très bien, et vous?**
F. — **Merci.**
Begleiten Sie mich heute zum Reisebüro! **Accompagnez-moi aujourd'hui au bureau de voyages.**
H. — **Accompagnez-moi aujourd'hui au...**
F. — **Bureau de voyage (le bureau de voyage; das Reisebüro).**
Le voyage: die Reise.
H. — **Le voyage.**
F. — **Voyager:** reisen.
H. — **Voyager:** reisen.
F. — **Partir en voyage:** verreisen.
H. — **Partir en voyage:** verreisen.
F. — **Je pars en voyage:** ich verreise.
F. — **Partir:** fortgehen, fortfahren.
H. — **Partir.**
F. — Ist ein unregelmäßiges Verb im Französischen. Wir wollen es nur wiederholen.
F. — **Le Présent: je pars:** ich verreise, ich reise ab.
Je pars, il part, elle part, nous partons, vous partez, ils partent, elles partent.
L'imparfait: je partais: ich verreiste, ich reiste ab.
H. — **Je partais, tu partais, il partait, elle partait, nous partions, vous partiez, ils partaient, elles partaient...**
F. — **Le Passé simple: je partis:** ich verreiste, ich reiste ab. **Je partis, il partit, elle partit, nous partîmes, vous partîtes, ils partirent, elles partirent.**
Le Futur: je partirai — ich werde verreisen, abreisen.
H. — **Je partirai, tu partiras, il partira, elle partira, nous partirons, vous partirez, ils partiront, elles partiront.**
F. — **Le Conditionnel: je partirais,** ich würde verreisen, abreisen.
Je partirais, il partirait.
H. — **Elle partirait, nous partirions, vous partiriez, ils partiraient, elles partiraient.**
F. — **L'impératif: pars!** reise ab.
partons! reisen wir ab.
partez! reist ab.
H. — **Pars, partons, partez.**
F. — **Participe présent: partant** — abreisend.
H. — **Partant:** abreisend.
F. — **Participe passé!**
H. — **Parti, partie:** abgereist.
F. — Jetzt, der Konjunktiv (en français, le Subjonctif). **Le Présent:** daß ich abreise: **que je parte, que tu partes, qu'il parte, qu'elle parte, que nous partions, que vous partiez, qu'ils partent, qu'elles partent.**
Répétez s'il vous plaît Monsieur!
H. — **Que je parte... etc.**
F. — **L'Imparfait** — daß ich abreiste: **que je partisse, que tu partisses, qu'il partît, qu'elle partît, que nous partissions, que vous partissiez, qu'ils partissent, qu'elles partissent.**
Ebenso werden konjugiert: repartir: verteilen, servir: bedienen, sortir: ausgehen, repartir: wieder fortgehen, assortir: zusammenstellen, par exemple: Farben zusammenstellen (assortir des couleurs).
H. — **Assortir des couleurs:** Farben zusammenstellen, also passend zusammenstellen.
F. — Aber nun zurück zum Reisebüro: **au bureau de voyage...**
Je demande au guichet un prospectus: am Schalter verlange ich einen Prospekt (**au guichet je demande un prospectus**). **Le prospectus:** der Prospekt.
F. — **Où désirez-vous aller?**
H. — **Wohin wollen Sie fahren? Où désirez-vous aller?**
F. — **Je désire aller dans les montagnes:** ich möchte ins Gebirge fahren.
H. — **Je désire aller dans les montagnes: pour les sports d'hiver!**
F. — **Oui, pour les sports d'hiver** (für den Wintersport).
Je partirai pour le Tyrol: ich werde nach Tirol verreisen.
H. — **Je partirai pour le Tyrol.**
F. — **J'achète un billet** — ich kaufe eine Fahrkarte. —
H. — **Le billet:** die Fahrkarte. **J'achète un billet.**
F. — **Je voyage en chemin de fer:** ich fahre mit dem Zug.
H. — **Voyager en chemin de fer:** mit dem Zug fahren.
F. — **Quand partez-vous en voyage?** Wann verreisen Sie?
H. — **Quand partez-vous en voyage?**
F. — **Je pars après-demain** (übermorgen). Ich verreise übermorgen.
H. — **Je pars après-demain, vous partez après-demain.**
F. — **Faire ses bagages:** packen.
(Den Koffer packen: **faire la malle**).
H. — **Faire la malle:** den Koffer packen.
F. — **Je ne prends pas de malle.**
H. — Ich nehme keinen Koffer.
F. — **Non, je prends un havresac.**
H. — **Le havresac:** der Rucksack.
F. — Jetzt einige deutsche Sätze, die Sie ins Französische übertragen werden:
Wir werden nächste Woche verreisen.
H. — **Nous partirons la semaine prochaine en voyage.**
F. — Wohin fahren Sie?
H. — **Où allez-vous?**
F. — Ich wünsche Ihnen eine gute Reise.
H. — **Je vous souhaite un bon voyage.**
F. — Mein Rucksack ist sehr schwer.
H. — **Mon havresac est très lourd.**
F. — Ich gebe mein Gepäck auf.
H. — **Je donne mes bagages à la consigne.**
F. — Ich nehme wenig Gepäck mit...
H. — **J'emporte peu de bagages.**
F. — Wann werden Sie von Ihrer Reise zurückkehren?
H. — **Quand reviendrez-vous de votre voyage?**
F. — Oder: **quand rentrerez-vous de votre voyage?**

GRANDS ET PETITS.. s'habillent chez:
St-REMY STRASBOURG Rue du 22 Nov.
LE SPECIALISTE DU BEAU VETEMENT PRET A PORTER
POUR DAMES — HOMMES ET ENFANTS

HORLOGERS!
Si vous allez à Tübingen ... il y a des
Machines électriques
à nettoyer les montres
chez
Techno-Product
o. H. G.
30, Gartenstr., Tübingen

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

AUS DEM ALTEN PARIS

DAS PALAIS ROYAL

Im Jahre 1624 beschloß der Kardinal Richelieu, sich in der Nähe des Louvre einen Wohnsitz zu errichten. Zu diesem Zweck kaufte er das Hôtel de Pressac, das dem Marquis von Rambouillet gehörte. Dessen ganz nahe gelegenes neues Wohnung in der Rue Saint-Thomas (die dem heutigen Place du Carrousel weichen mußte), wurde später der Mittelpunkt des „preciösen" Lebens, das Molière auf der Bühne des Palais Cardinal später lächerlich machte.

Jacques Lemercier wurde mit den Arbeiten betraut. Von seinem Werk ist nichts oder so gut wie nichts übrig geblieben. Nur im zweiten Hof kann man an dem nach den Valois genannten Flügel noch etwas Zierat aus Ankern und Schildbogen sehen: diese Spuren der ursprünglichen Gestalt der Gebäude erinnern daran, daß der Kardinal Großmeister und Oberbefehlshaber der Schiffahrt war.

Im Jahre 1636 ließ er seine wahre Absicht erkennen, ein ihr seinem König bestimmtes Palais zu bauen und damit der Krone ein unveräußerliches Geschenk zu machen. Seit 1639 nennt man das Gebäude nur noch Palais Royal, doch blieb die Inschrift „Palais Cardinal" noch lange Zeit an der Giebelseite bestehen.

Der Bau enthielt zwei Theatersäle und prachtvolle Sammlungen, die heute in alle Winde verstreut sind, bis auf die mit den Kardinalswappen geschmückten Bücher in ihren roten Einbänden, die neben der Sorbonne von der Nationalbibliothek eifersüchtig gehütet werden. Ein ausgedehnter Garten vervollkommnete das Ganze.

13 Jahre später übereignete Ludwig XIV., völlig unbekümmert um den Willen des Stifters, das Palais und den Garten seinem Bruder. Allerdings war dieses Geschenk nicht umsonst, denn der Sohn des Empfängers sollte als Gegenleistung das Fräulein von Blois heiraten, die natürliche Tochter des Königs und der Frau von Montespan. Der Prinz, der später „Regent von Frankreich" werden sollte, wurde bei dieser Gelegenheit in aller Form von seiner Mutter, der „Liselotte von der Pfalz", geohrfeigt, die sich unter ihrem rauhen Aeußeren doch ihren weiblichen Vorstand bewahrt hatte.

Die Gründe für die Abneigung gegen das königliche Geschenk des Kardinals liegen darin, daß Ludwig XIV. als Kind dort Stunden des Schreckens vor den Drohungen der aufständischen Fronden erlebt hatte. Mußte er nicht die Schande einer nächtlichen Flucht auf sich nehmen und im darauffolgenden Jahre den Forderungen der Volksmenge nachgeben, die gekommen war, um sich von seiner Anwesenheit im Palais zu vergewissern?

Auch noch als Liebender kam er einmal hierher, um Fräulein de la Vallière in einem jetzt verschwundenen Bau zu treffen, den man das Palais Brion nannte. Colbert hatte ihn dabei seine Mißbilligung zugesagt, und die Frau des letzteren betrente die beiden später geborenen Kinder.

Wie die Tuilerien, so waren seit der Mitte des 17. Jahrhunderts die Gärten zum allnächtlichen Spazierweg geworden. Gegen 1700 öffnete ein Café seine Pforten, das Café de Foy. Dort verbreiteten Neugierigstiger Gerüchte, die „gesprochene Zeitung", wurden Mädchen, Spielbanken und Cafés reich und prallten die politischen Leidenschaften entzündeter.

Das Theater war an der Stelle, wo sich heute die Rue de Valois befindet. Dort wurde im Januar 1673, am Schluß der vierten Aufführung des „Eingebildeten Kranken", Molière auf offener Bühne von der Krankheit befallen, die ihn dann dahinraffte. Die Schauspieler der „Comédie Française", die sich als seine Erben betrachten, sind wieder dahin zurückgekehrt und haben sich einige 200 m von der Stelle entfernt eingerichtet, wo der berühmte Dichter und Schauspieler 13 Jahre spielte und schließlich starb.

Das gegenwärtige Aussehen des Palais Royal verdanken wir einer Grundstücksspekulation, die dann dieses sollte, die Finanzen Philipps von Orleans in Ordnung zu bringen. Dieser wandelte später während der Revolution seinen Namen in Philippe-Egalité um, stimmte für den Tod Ludwigs XVI., seines Vetters, und endete schließlich auf dem Schafott.

Nachdem er das Palais umgebaut und ihm so die Gestalt gegeben hatte, die wir kennen, ließ er den Garten von drei Straßen durchziehen (Montpensier, Beaujolais und Valois). Sie bestanden aus Häusern, deren sich gleichende Fassaden im Erdgeschoß Pfeiler, Geländer und Bögen trugen. Unter den Bögen wurden Läden zu sehr hohen Preisen vermietet, die vom Garten aus kaum sichtbar waren.

Auf diese Weise wurde die schwierige Aufgabe gelöst, das vornehme Palais Royal mit einer Gruppe von Häusern, die bürgerlichen oder geschäftlichen Zwecken dienten, zu einem einheitlichen Ganzen von großartigem Gepräge zu verbinden.

In dem Garten und den zahlreichen Cafés, die ihn umgaben, diskutierte eine bunt zusammengewürfelte Menge, verbreitete Nachrichten — wahre und falsche —, besprach sie und entstellte sie. Die aufgehenden Sterne am politischen Himmel kamen dorthin, um „den Puls des Volkes zu fühlen" und das Signal zum Aufruhr zu geben. Am 12. Juli 1789 verließ Camille Desmoulins das Café de Foy und hielt von einem Tisch herab eine Ansprache. Zwei Tage nach diesem von Umarmungen begleiteten und mit Tränen begossenen Aufruf zur Gewalt wurde die Bastille eingenommen, und der Kopf des unglücklichen Foulon machte hier seinen letzten Spaziergang auf der Spitze einer Pike unter dem gleichgültigen Auge der abendlichen Patrouille, die, ohne einzuschreiten, den Zapfenstreich blies.

Bis 1836, dem Jahre, in dem das Spiel verboten wurde, blieb das Palais Royal Treffpunkt von Müßiggängern aller Art. Die Vorzüglichen waren ruhig. Gegen Mittag dagegen fielen Prostitutierte, Freunde, Urlauber, alle weniger schlimmen Bösen'schen Gestalten in die Galerien ein, um hier ihr Glück zu suchen. Diesen Glück bot sich einige Stunden später unter den verschiedensten Gestalten feil. Je nach Veranlagung erschien es als eine der zauberhaften, spät aufleuchtenden Schönen, deren extravagante Aufmachung ihren Preis bestimmte, oder als der grüne Spieltisch mit seiner Anziehungskraft ... oder wohl auch als beides ...

Auch Darbietungen gab es: einen Zirkus, Marionetten, chinesische Schattenspiele und endlich ein Wachfigurenkabinett, den Salon von Curtius. Dieser lieh (man weiß nicht, ob gewollt) die Büsten von Philippe von Orleans und Necker der Volksmenge, die sie in feierlichem Umzug einhertrug, nachdem sie vorher Camille Desmoulins Beifall geklatscht hatte.

Als der Platz überaus Kaufleuten und Familienvätern überließen blieb, versank das Leben des Palais in seltsame Ruhe. So ist es noch heute. Unter den Bäumen spielen Kinder. Unter den Bögen bedienen gemessene Kaufleute mit Höflichkeit ihre Kunden. Das Ganze ist friedlich, harmonisch — etwas Seltenes in Paris, wo das Leben in immer heftigeren Tile zahlreicher.

A. MANERY

Die Wandelgänge des Palais-Royal in Paris

MEIN MARKT

Meine Einkäufe mache ich auf dem althergebrachten Markt, hinter der Kirche, vor dem Rathaus, in der Nähe der Post, zwei Schritte vom Spritzenhaus entfernt, richtig inmitten der Häuser, die er versorgt.

Meine Gemeinde, Dravell, bietet ein getreuliches, aber sehr getreues Abbild Frankreichs in seiner ganzen Vielfalt: die politischen Ideen — tatsächlich verteilen sich die Stimmen der Wähler im genauen Verhältnis der in die Nationalversammlung Gewählten —, die wirtschaftlichen Strömungen, die sich vollziehende Umschichtung der Gesellschaftsschichten. Es ist eine sehr alte Gemeinde, die sich aus stark bevölkerten Stadtteilen zusammensetzt. Zwischen Seine und Wald gelegen, beherrscht sie das Tal und streckt sich in Form einer phrygischen Mütze in die Länge. Vielleicht rührt daher ihr ultra-republikanischer Ruf.

Auf 70 km Straßen breiten sich die Wohnstätten seiner 11 000 Einwohner aus und, gleichsam als Adelsbrief, sie weiße sie zeigen, daß sie wirklich nun alten Frankreich gehört, stehen auf ihrem Grund und Boden sechs oder sieben Schlösser mit gewaltigen Pferdeställen. Es sind schöne Gebäude aus dem 18. Jahrhundert, 1939 noch Privatbesitz, wurde ihnen allen die Ehre der deutschen Plünderung zuteil, die sie vollständig ihrer Einrichtung beraubte. Eines von ihnen aber, das Schloß von Villiers, wurde, wie es sich gehört, zum Mittelpunkt des Widerstands und diente in vornehmer Weise den Alliierten.

Die Bevölkerung von Dravell setzt sich in der Hauptsache aus Arbeitern zusammen, die Männer sind in den Sandgruben oder in den Wäldern beschäftigt, vor allem aber in den Werkstätten und Depots der Eisenbahn. Intellektuelle und Kaufleute leben eng neben Angestellten und Beamten, daher bieten die Wohnungen das verschiedenartigste Bild, und die Frauen spielen in ihnen eine der wichtigsten Rollen.

Sie arbeiten wenig außer Haus. Aber es gibt ja im Haus schon viel zu viel zu tun. Doch bei Kaufleuten und Handwerkern führt auch traditionsbedingt die Frau Kasse und Buchhaltung.

Auf dieser vom Winde umstürmten Hochebene sind die Frauen munter und flink, ihr Gang ist rasch: donnerstags und sonntags drängen sie sich auf der Straße zum Markt, was aber nicht besagen will, daß sie nicht auch einmal auf ihrem Weg stehenbleiben, wo sich ja nach den Zusammentreffen Gruppen bilden und zerstreuen.

Man unterhält sich über alles. Die Meinungen über die allgemeine Politik werden in einem Atemzuge mit den Rezepten zur Herstellung von Schweineeis, mit der Liste der vom Markt mitzubringenden Dinge und mit den Fragen von örtlichem Interesse: der Lage in Griechenland, der Rede von Byrnes in Stuttgart, der von Churchill in Zürich, dem amerikanischen Bergarbeiterstreik und den neuen Schwierigkeiten in Frankreich als Folge des Kohlenmangels. Alle diese Fragen werden, wenn auch nur kurz, aufgeworfen und zeigen, daß die Frauen erkennen, daß Politik über die nationalen Grenzen hinausgreift. Uebrigens macht heute die Zahl der abgegebenen Stimmen in Dravell das Doppelte der Vorkriegszahlen aus, man sieht also, daß die Frauen ihrer Wahlpflicht nachkommen.

Da die Lebensmittelversorgung am Schluß dieses Jahres noch immer die Gedanken der Hausfrauen beherrscht, machen die vom Markte Kommenden die andern, die dahin gehen, auf alle an dem betreffenden Tage sich günstig bietenden Gelegenheitskäufe aufmerksam. Während der Sommermonate hatte man die Freude erlebt, wieder einkaufen zu dürfen, die Kundin schien endlich wieder Herrscherin geworden zu sein, trotzdem das Problem der Fettversorgung, der Butter, des Käses und vor allem des Fleisches noch immer bestand, um die Findigkeit der Frauen auf die Probe zu stellen.

Die Kleidergeräte glänzen in der Sonne, so daß die jungen Frauen empfänglich Kochtöpfe, Schüsseln und Waschtröge mustern; leider aber braucht man dann „Bezugscheine", wenn auch die bugyestheizenden Verglastigungen haben, und leider erstehen die Preise in manche durch dringenden Bedarf geschäftigte Kauflust.

Für die Frauen von 1946 ist, besonders im Winter, das Schuhproblem am schwierigsten zu lösen. Augenblicklich kaufen die Frauen Schuhe für die Männer, die arbeiten; die Kinder tragen Schuhe mit Holzsohlen, aber die Frauen stehen in diesem Jahre des Elends an, was sie gerade haben. Nur gegen Kälte und Regen dieses Problem, das zu dem der magern Brennstoffzuteilung für diesen Winter hinzukommt, eine erhöhte Schärfe. Jede erklärt ihrer Nachbarin, wie sie es anstellt, „trotz allem warm zu haben" und die Ratschläge werden ausgetauscht.

Sieben Jahre voller Schwierigkeiten haben den Frauen von Dravell beigebracht, auf vieles zu verzichten selbst auf die Elektrizität während der Sperrstunden, aber sie finden es schwierig, sich noch ein weiteres Jahr ohne neue Kleidung zu behelfen. Die Klagen gehen weiter: „Das Angeb-Anzug kann man ja noch vorzeigen, aber es wäre höchste Zeit, daß er ersetzt würde, damit mein Mann ein bißchen sicherer zur Arbeit gehen könnte. Sehen Sie sich diese Flicken auf seiner Hose an und diese abgetragene Jacke! Die Kinder werden auch groß, na, und ich ... schauen Sie, wie schäbig ich aussehe. Das ist ein Elend!" sagte mir Frau Roger.

Gewiß gibt es auch in Dravell Frauen, die aus der Not der Zeit Nutzen gezogen haben, aber sie bilden wie überall eine ganz geringe Minderheit. Man sieht wohl einige elegante Schöne, geschminkt und Rot auf den Lippen, aber wenn ich mir die Frauen, die ich auf dem Markt traf, von nahem anschaue, so stelle ich fest, daß sie in eigenartiger Weise ihrem Großvätter Ähnlich war sind ihre Kleider kürzer und weniger weit, sie tragen keine Hauben, ja nicht einmal Hüte, und die jungen haben „Dauerwellen", aber sie sieht man auf der Marktstraße eine unmögliche Zigarette zwischen den Fingern einer Frau. Hört man den Unterhaltungen zu und betrachtet man die Gesichter genau, so merkt man, daß die französischen Frauen nichts von der Lebhaftigkeit ihres Geistes, von ihrem überlieferten gesunden Menschenverstand, ihrem Glauben an das Leben, ja von ihrem Gleichgewicht eingebüßt haben. Sie haben nur das Lächeln verlernen, aber das werden sie wiederfinden.

Yvonne SALMON

LA SITUATION en Indochine

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Par ailleurs, interrogé par un correspondant de l'A.F.P., le ministre a ajouté :

« Les responsables de cette tragédie ont systématiquement détruit beaucoup d'espoirs et compromis la tentative dans laquelle nous avions mis toute notre bonne volonté. Avant toute négociation, il est aujourd'hui nécessaire d'avoir une décision militaire. Je le regrette, mais on ne commet pas impunément des folies pareilles à celles qu'a commises le Vietminh.

« Si j'étais venu quinze jours plus tôt, aurais-je pu faire davantage ? Je ne le crois même pas. Il est trop clair que les choses auraient évolué dans le même sens : la préméditation est trop évidemment démontrée.

« Rester plus longtemps ne m'en aurait sans doute pas appris davantage. Au contraire, dans leur netteté en quelque sorte photographique, les impressions que j'ai eues ne gagneraient pas à être retouchées. »

LE CARACTERE FANTAISISTE DE LA RADIO VIETNAMIENNE

Au terme de ces déclarations, M. Marius Moutet a regagné Saïgon, désormais éclairé sur la préméditation de la trahison vietnamienne.

Interrogé au sujet des soi-disant messages que Hô Chi Minh aurait envoyés au gouvernement français et au général Leclerc, et comme on lui demandait s'il avait eu des contacts avec le Viet Minh pendant son voyage, M. Moutet répondit :

« Encore eût-il fallu pour rencontrer ses représentants qu'ils m'invitassent. Je sais seulement que la radio vietnamienne m'a fait des invités dans ce sens, mais nous ne pouvons pas leur accorder d'importance, étant donné le caractère fantaisiste de l'ensemble des déclarations radiodiffusées par le poste vietnamien. »

LES PERTES MILITAIRES FRANCAISES

SAIGON. — Selon un communiqué publié hier matin par l'état-major général supérieur des Forces françaises d'Indochine, les pertes depuis le début des hostilités avec le Vietnam, au 31 décembre, sont de 193 tués, 39 disparus et 398 blessés.

* * *

BREST. — L'aviso « Commandant Bory » est parti hier de Brest pour l'Indochine, où il va renforcer nos forces navales en Extrême-Orient.

Nouvelles de France

DIRECTION — REDAKTION
ADMINISTRATION — ANZEIGEN
DRUCKEREI
Marktstätte 4 — Konstanz a. B.
Fernsprecher: Konstanz 790

Abonnements
bei allen Postanstalten

P. JULIEN
Verwaltungsdirektor

Dernière heure

LA BAISSE EST ENTREE DANS LE DOMAINE PUBLIC

(De notre rédaction parisienne, par téléphone.)

La baisse ici et là forme le thème général des conversations. Voilà chaque Parisien devenu économiste. Il est hors de doute cependant que l'on a pris au sérieux malgré les réserves d'usage la première expérience tentée depuis la naissance du marché noir, pour enrayer le fameux « cycle infernal », pour éviter que les prix et les salaires ne continuent de se courir après, comme si l'un et l'autre se tendaient alternativement la pomme d'or.

Le maximum de moyens et de bonne volonté ont été mis cette fois en œuvre. La Bourse qui est souvent un baromètre a enregistré une baisse profonde des valeurs à revenu variable surtout dans le compartiment français. Contrairement à ce que certains esprits superficiels en pourraient déduire, c'est un signe de confiance.

Un commentateur autorisé fait observer : « De même qu'il y a des « hausses misère » en Bourse il y a des baisses de prospérité.

Le caractère de bataille nationale que l'on donne à l'expérience du gouvernement de M. Léon Blum se traduit de la façon la plus pacifique. On peut même affirmer que le sourire y préside. Il y a de l'optimisme dans l'air de ce samedi après-midi.

Que ce soit dans les rues des quartiers populaires ou dans les avenues du centre aux magasins luxueux, des affiches ont commencé à pousser depuis ce matin faisant connaître aux consommateurs qu'ici et là on applique la décision du gouvernement et que l'on pratique l'escompte de 5 %.

" Monty " à Berlin

BERLIN. — Le maréchal Montgomery, chef de l'état-major impérial britannique est arrivé à Berlin samedi après-midi, à 12 heures.

Il sera, pendant deux jours, l'hôte du lieutenant-général Sir Brian Robertson, adjoint au commandant en chef des forces britanniques de Berlin.

Le maréchal Montgomery se rendra ensuite à Moscou.

Une allocution de M. Tanguy-Prigent

PARIS. — Dans une allocution radiodiffusée sur la chaîne nationale, M. Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture, a lancé, hier samedi, un appel à la paysannerie française.

Une attaque française réussit pleinement aux abords de Hanoï.

HANOI. — Hanoï reste le centre névralgique des opérations militaires dans le nord de l'Indochine. Ces opérations sont d'ailleurs rendues très difficiles actuellement parce qu'elles se déroulent dans les zones suburbaines en terrain très accidenté.

Hier matin, à l'aube, une compagnie française, utilisant un important matériel blindé, après une courte préparation d'artillerie et avec le soutien de plusieurs « Spitfire », a attaqué les positions vietnamiennes, à environ un kilomètre à l'ouest du palais du gouvernement, où M. Moutet avait passé la nuit précédente.

Progressant le long de 4 axes parallèles et surmontant une résistance acharnée, les troupes françaises sont parvenues en fin d'après-midi, à avancer de 2 kilomètres en dépit de pertes sérieuses. Elles ont atteint les objectifs fixés : le séminaire, le fort chinois, la brasserie Hommel, entièrement sabotée, et un blockhaus fortifié par le Vietminh.

Dans la soirée, on pouvait apercevoir les lueurs rougeoyantes de plusieurs incendies dans ce secteur, qui, en raison de la rapidité de l'avance, n'a pu être complètement nettoyé.

Signalons que dans la nuit du 2 au 3 janvier, l'artillerie vietnamienne a été peu active. Plusieurs obus sont tombés sur le quartier sino-vietnamien. On pense qu'après la destruction de 2 batteries vietnamiennes par l'aviation, l'artillerie du Vietnam ne dispose plus que de deux batteries de deux canons de 75, mal servis et mal entretenus.

Ajoutons qu'on évalue à 10.000 hommes les forces vietnamiennes qui entourent Hanoï sur un front de 25 kilomètres.

M. Moutet rentrerait prochainement en France

Hanoï. — Le calme est revenu à Nam-Dinh, tandis qu'à Huê les vietnamiens ont détruit le pont sur la rivière des Parfums qui traverse la ville et leur artillerie continue ses tirs de harcèlement.

On annonce de Hanoï que la garnison de Bac-Ninh, assiégée depuis trois jours, est arrivée avec sa colonne de protection.

Selon des nouvelles non confirmées à Saïgon, on pense que M. Marius Moutet regagnera la France plus tôt qu'il n'était prévu, pour rendre compte très rapidement de la situation au gouvernement.

La date du départ du ministre n'est pas encore fixée.

Prochain conseil des ministres

PARIS. — Le prochain conseil des ministres se tiendra en principe mardi prochain à l'hôtel Matignon, sous la présidence de M. Léon Blum.

Le séjour de M. Jules Moch à Londres

LONDRES. — Au cours de son séjour à Londres, M. Jules Moch, après avoir rencontré M. Attlee, a eu ensuite une conversation avec lord Rathan, ministre britannique de l'Aviation civile. Puis il s'est longuement entretenu avec sir Stafford Cripps, ministre du Commerce.

Le ministre français a déclaré au correspondant de l'agence France-Presse que ces visites « avaient lieu à titre purement privé ».

Par ailleurs, la visite de M. Moch a permis la liquidation d'un malentendu au sujet de la Sarre.

Les milieux officiels britanniques ont en effet profité de cette occasion pour insister sur le fait que, contrairement à certaines bruits, le gouvernement anglais n'a fait aucun commentaire sur la décision française, qui n'a surpris personne à Londres.

Félicitations du ministre de la Production industrielle aux mineurs de la Sarre

PARIS. — Le ministre de la Production industrielle vient d'adresser à M. l'administrateur général de la zone française d'occupation en Allemagne une lettre le prient de se faire l'interprète auprès de M. le directeur des mines de la Sarre et de ses ouvriers mineurs, de ses félicitations et de sa reconnaissance pour la décision prise d'effectuer une journée supplémentaire de travail dans les mines de la Sarre, en janvier 1947, et d'en réserver le produit intégralement à la France.

Le gouvernement fait appel aux travailleurs de la presse pour ne pas compromettre la bataille de la baisse

PARIS. — Le secrétariat d'Etat à la présidence du gouvernement communique :

M. Albert Gazier, secrétaire d'Etat à la présidence du gouvernement, a fait les déclarations suivantes à propos du conflit de la presse :

« La classe ouvrière souffre profondément en raison des hausses de prix qui ont, de mois en mois, réduit son niveau d'existence.

« Les ouvriers du Livre, fiers à juste titre de la puissance de leurs organisations syndicales et de leurs réalisations sociales, manifestent d'une manière particulièrement vive leur mécontentement.

« Le gouvernement a engagé une bataille acharnée contre les prix. Le succès de cette bataille apportera une amélioration plus durable et plus efficace qu'une augmentation de salaire, quelle qu'elle soit. Tous les efforts doivent converger pour assurer la victoire sur les prix.

« Dans cette action, la presse française joue un rôle important. Il est particulièrement utile qu'elle soit en mesure de continuer sa tâche d'information de l'opinion publique. L'effort demandé aux travailleurs profitera, avant tout, aux travailleurs eux-mêmes. »

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg